



CHAPITRE 30

CHAPTER 30

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur les opérations forestières

An Act to again amend the Logging Tax Act

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

[Assented to 29th June 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R., c. 68,
a. 16a, aj.

1. La Loi de l'impôt sur les opérations forestières (Statuts refondus 1964, chapitre 68) est modifiée en insérant, après l'article 16, le suivant:

Certifi-
cat.

« **16a.** Lorsqu'un montant exigible en vertu de la présente loi n'est pas payé, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû, et ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

Délivran-
ce.

Ce certificat peut être délivré par le ministre en tout temps après l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'exigibilité de la dette.

Jugement.

Sur production au greffe du tribunal de juridiction compétente d'un tel certificat, le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur du sous-ministre du revenu pour le montant prévu au certificat, les intérêts et peines, s'il en est, et les dépens contre le contribuable tenu au paiement de la dette.

Effet du
jugement.

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets. »

S.R., c.
68, aa. 17a-
17f, aj.

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 17, le titre et les articles suivants:

R.S., c.
68, s. 16a,
ad.

1. The Logging Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 68) is amended by inserting after section 16 the following:

“**16a.** Where an amount payable under this act has not been paid, the Minister may issue a certificate attesting that such debt is payable and the amount thereof, and such certificate shall be proof that the debt is payable.

Certif-
icate.

Such certificate may be issued by the Minister at any time after the expiration of thirty days following the date when the debt was payable.

Issue.

Upon the filing of such certificate in the office of the court of competent jurisdiction, the prothonotary or the clerk, as the case may be, shall endorse thereon the date of its filing and shall render judgment in favour of the Deputy Minister of Revenue for the amount provided in the certificate with interest and penalties, if any, and costs against the taxpayer liable to pay the debt.

Judg-
ment.

Such judgment is equivalent to and has all the effects of a judgment rendered by a competent court.”

Effect of
judgment.

2. The said act is amended by inserting after section 17 the following title and sections:

R.S., c.
68, ss. 17a-
17f, ad.

« OPPOSITION ET APPEL

"OBJECTION AND APPEAL

Avis. « **17a.** 1. Un contribuable qui s'oppose à une cotisation peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre, dans la forme prescrite et en double exemplaire, un avis d'opposition énonçant les motifs de cette opposition et tous les faits qui y sont pertinents.

Signification. 2. Cet avis est transmis par poste recommandée, au sous-ministre du revenu.

Nouvel examen. 3. Sur réception de l'avis d'opposition le ministre doit, avec diligence, examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier celle-ci ou en faire une nouvelle et faire connaître sa décision au contribuable au moyen d'un avis transmis par poste recommandée.

Validité de nouvelle cotisation. 4. Une nouvelle cotisation faite par le ministre en conformité du paragraphe 3 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été faite dans les quatre ans de la date du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation.

Action en annulation ou modification de cotisation. « **17b.** Lorsqu'un contribuable a soumis, en vertu de l'article 17a, une opposition à une cotisation, il peut s'adresser à la Cour provinciale siégeant au chef-lieu du district où il réside ou à sa principale place d'affaires pour faire annuler ou modifier cette cotisation.

Conditions. Ce recours peut être exercé après la réception de l'avis du ministre faisant connaître sa décision à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle, ou après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition à la cotisation, lorsque le ministre n'a pas donné avis de sa décision au contribuable dans ce délai.

Délai. Cependant, ce recours ne peut être exercé après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'envoi par la poste au contribuable de l'avis du ministre, à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle.

Dispositions applicables. « **17c.** Les articles 171 à 175 et l'article 184 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964,

"17a. (1) A taxpayer who objects to an assessment may, within ninety days from the day of mailing of the notice of assessment, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in prescribed form setting out the reasons for such objection and all relevant facts.

(2) Such notice shall be sent by registered mail to the Deputy Minister of Revenue.

(3) Upon receipt of the notice of objection, the Minister shall with due dispatch reconsider the assessment and vacate, confirm or vary the assessment or re-assess and he shall notify the taxpayer of his decision by registered mail.

(4) No re-assessment made by the Minister in conformity with subsection 3 shall be void solely on the ground that it was not made within four years from the day of mailing of a notice of first assessment.

"17b. Where a taxpayer has made an objection to an assessment, under section 17a, he may apply to the Provincial Court sitting at the chief place of the district where he resides or has his chief place of business to have the assessment vacated or varied.

Such recourse may be exercised after the receipt of the notice of the Minister making known his decision that he has confirmed the assessment or that he has decided to re-assess, or after the expiration of one hundred and eighty days following the service of the notice of objection to the assessment, when the Minister has not notified the taxpayer of his decision within that time.

Such recourse, however, shall not be exercised after the expiration of ninety days from the day of the mailing to the taxpayer of the notice of the Minister that he has confirmed the assessment or has decided to re-assess.

"17c. Sections 171 to 175 and section 184 of the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69) shall

Notice.

Service.

Reconsideration.

Validity of new assessment.

Application to annul or amend assessment.

Conditions.

Delay.

Provisions to apply.

chapitre 69) s'appliquent *mutatis mutandis* aux recours à la Cour provinciale en vertu de la présente loi.

apply *mutatis mutandis* to recourses to the Provincial Court under this act.

Appel.

« 17d. Sont sujets à appel les jugements finals de la Cour provinciale rendus en vertu de la présente loi dans les causes où le montant en litige n'est pas inférieur à cinq cents dollars.

“17d. An appeal lies from any final judgment of the Provincial Court rendered under this act in a case where the amount in dispute is not less than five hundred dollars.

Procédure.

Cet appel est institué, entendu et décidé conformément aux règles du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions inconciliables de la présente loi.

Such appeal shall be lodged, heard and determined in accordance with the rules of the Code of Civil Procedure, subject to any inconsistent provisions of this act.

Recours, etc. n'empêche pas recouvrement.

« 17e. 1. L'exercice par un contribuable d'un recours ou d'un appel prévu à la présente loi n'empêche pas le recouvrement suivant la loi, des taxes, intérêts et peines faisant l'objet du recours.

“17e. (1) The exercise by a taxpayer of any recourse or appeal contemplated in this act shall not prevent the recovery, according to law, of the taxes, interest and penalties which are the object of such recourse.

Protêt.

Le paiement des sommes contestées en vertu de la présente loi est réputé fait sous protêt.

Payment of sums contested under this act is deemed to be made under protest.

Irrégularités.

2. Une cotisation ne doit pas être annulée ni modifiée, lors d'un recours ou d'un appel, uniquement par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation de quelque disposition directrice de la présente loi.

(2) An assessment shall not be vacated or varied on a recourse or appeal by reason only of any irregularity, informality, omission or error on the part of anyone in the observance of any directory provision of this act.

Dispositions applicables.

« 17f. Les règles relatives à la procédure et à la preuve énoncées aux articles 155 à 162 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu s'appliquent dans toute poursuite civile ou pénale en vertu de la présente loi; l'article 159 s'applique aussi à un recours à la Cour provinciale. »

“17f. The rules respecting procedure and evidence contained in sections 155 to 162 of the Provincial Income Tax Act shall apply to all civil and penal proceedings under this act; section 159 shall also apply to recourses to the Provincial Court.”

Idem.

3. Les articles 17a à 17f de la Loi de l'impôt sur les opérations forestières, édictés par l'article 2 de la présente loi, ne s'appliquent qu'aux cotisations dont avis est transmis aux contribuables par le ministre du revenu après l'entrée en vigueur de la présente loi et aux sommes exigibles en vertu de ces cotisations.

3. Sections 17a to 17f of the Logging Tax Act, enacted by section 2 of this act, shall apply only to assessments notice whereof is sent to the taxpayers by the Minister of Revenue after the coming into force of this act and to sums payable under such assessments.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.